

A L'HEURE OU LES INÉGALITÉS CONTINUENT DE S'ACCENTUER, LE 100% SÉCU RESTE LA SEULE ET VÉRITABLE ALTERNATIVE.



Les inégalités continuent de se creuser, le dernier rapport de « l'observatoire des inégalités » montre même qu'elles ont tendance à se polariser entre des catégories de plus en plus précarisées et des franges à l'autre bout du spectre social qui continuent de s'enrichir. Elles se déclinent au niveau des territoires, et se fragmentent autour des genres, des origines et de la provenance sociale, accentuant clairement les rigidités d'un système fait par et pour les privilégiés.

Cette accentuation du phénomène s'explique par les différentiels de salaires, mais plus encore par le niveau des patrimoines. En bas de l'échelle, les 10 % les plus pauvres disposent en moyenne de 1 900 euros et les 10 % les plus riches ont un capital allant de 716 000 à 1,3 million d'euros. Tout en haut, « 5 % des ménages français sont millionnaires et 1 % possède plus de 2,2 millions d'euros ».

Contrairement à ce qui est asséné dans la presse et porté par la dérive d'un discours libéral de plus en plus « hors sol », la France reste un pays largement marqué par les inégalités. Nous ne vivons clairement pas dans un « enfer fiscal » déploré chaque jour par les lamentations d'un patronat toujours plus avide (et qui sait fort bien par ailleurs jouer de l'évasion fiscale). Passés maîtres dans la dénonciation d'un système social jugé toujours trop dispendieux et généreux.

Le vrai sujet est ici : La protection sociale est-elle réellement si coûteuse et si généreuse ? Pas vraiment, avant impôts et redistribution, la France est l'un des pays riches qui reste les plus inégalitaires, juste après les États-Unis et le Royaume-Uni. Ce n'est que par l'entremise de mécanismes de solidarité qu'il parvient à peine à se hisser dans la moyenne des pays de l'OCDE.

Il faut renforcer notre système de protection sociale Un enjeu démocratique et de justice sociale.

Cela passe par la question fondamentale du financement, les comptes de la Sécurité sociale ne sont à pas aussi catastrophiques en réalité. Le rapport de la Cour des comptes sur la Sécurité sociale est présenté de manière alarmiste par les grands médias. Or, il révèle que le « trou de la Sécu » est un montage comptable visant uniquement à effrayer et à justifier son démantèlement.

Les dérapages récents sont moins liés à une explosion des dépenses sociales (le rapport sur les inégalités le démontre) qu'à un manque criant de recettes à cause notamment des exonérations de cotisation et de la dynamique économique moribonde.

Il devient donc urgent de revenir à la fois sur les politiques de l'offre qui assèchent les sources de financement et sur la réforme des retraites dont le véritable but est de sortir notre système de la solidarité intergénérationnelle pour le confier au capital. La capitalisation s'inscrit, en réalité, dans un projet au long cours : la casse de la Sécurité sociale comme instrument de solidarité et de socialisation

Il devient plus facile alors pour les gouvernements de circonscrire peu à peu les logiques de répartition et d'avaliser une dynamique qui doit plus à une croisade idéologique qu'à une nécessité économique. Plutôt que de préserver la nature « universelle » de la protection sociale, la capitalisation accentue son individualisation.

<https://www.inegalites.fr/Le-Rapport-sur-les-inegalites-en-France-vient-de-paraitre-Avant-propos-par>

UNE SEULE SOLUTION VIABLE, LE 100% SÉCURITÉ SOCIALE !